

Transferts de fonds des migrants et autonomisation politique des femmes : une analyse dynamique en panel dans les pays en développement

Migrants Remittances and women's political empowerment: a dynamic panel analysis in developing countries

ESSIS Leamond Michelle
Docteur en Sciences Économiques,
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université de Yaoundé II-Soa (Cameroun)
Centre d'Etude et de Recherche en Economie et de gestion (CEREG)

Date de soumission : 30/03/2026

Date d'acceptation : 29/04/2026

Pour citer cet article :

ESSIS. L.M. (2026) « Transferts de fonds des migrants et autonomisation politique des femmes : une analyse dynamique en panel dans les pays en développement », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 5 » pp : 469- 489.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude analyse les effets des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes dans 134 pays en développement sur une période allant de 1996 à 2020. La méthode des GMM a été utilisée pour résoudre le problème de causalité inverse énoncée dans la littérature. Les résultats principaux ont montré que les transferts de fonds de migrants favorisent l'autonomisation politique des femmes dans les pays en développement. Ces résultats sont robustes lorsqu'on utilise les sous-dimensions de l'autonomisation politique des femmes à savoir la participation des femmes à la société civile, la participation politique des femmes et les libertés civiles des femmes. Il ressort également que les transferts de fonds affectent l'autonomisation politique des femmes par trois canaux de transmissions : l'éducation, le développement financier et les institutions. Cependant certaines variables socio-culturelles telles que la fractionnalisation ethnique et la religion jouent un rôle important dans la relation. Il convient alors d'adopter les politiques facilitant l'entrée des flux des transferts de fonds des migrants et aussi tenir compte des barrières socio-culturelles afin d'améliorer les conditions des femmes sur le plan politique.

Mots clés : effets, transferts de fonds des migrants, autonomisation politique des femmes, PED, GMM.

Abstract

This study analyzes the effects of migrant remittances on women's political empowerment in 134 developing countries over a period from 1996 to 2020. The GMM method was used to address the reverse causality problem stated in the literature. The main results showed that migrant remittances promote the political empowerment of women in developing countries. These results are robust when using the sub-dimensions of women's political empowerment, namely women's participation in civil society, women's political participation, and women's civil liberties. It also appears that remittances affect the political empowerment of women through three transmission channels: education, financial development, and institutions. However, certain socio-cultural variables, such as ethnic fractionalization and religion, play an important role in the relationship. It is then necessary to adopt policies facilitating the entry of migrant remittance flows and also consider socio-cultural barriers in order to improve the conditions of women on a political level.

Keywords: effects, migrant remittances, political empowerment of women, PED, GMM.

Introduction

L'étude est motivée par l'ODD 5 qui est d'autonomiser toutes les femmes et les filles à l'horizon 2030. En dépit des performances enregistrées¹ depuis ces dernières décennies en terme d'égalité des sexes, de nombreux défis subsistent encore et inquiètent l'opinion publique (Dahlum et al, 2022). En effet, dans certains pays en développement, les lois et normes sociales discriminatoires restent omniprésentes et les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux du pouvoir politique (Banque Mondiale 2022). L'autonomisation politique des femmes est importante pour atteindre l'ODD 5 car elle permet aux femmes de mettre en place des politiques et des programmes plus inclusifs. En d'autres termes, elle conduit à une meilleure gouvernance et à une plus grande justice sociale (Reshi et Sudha, 2022). Des études ont montré que lorsque les femmes sont à des postes de décisions, elles améliorent la santé infantile et réduisent la mortalité infantile, améliorent la croissance économique et réduisent la pauvreté. Mais également, elles prennent des décisions meilleurs pour leurs familles et aussi pour l'ensemble de la société [(Gerrity et al, 2007); (Sundström et al. 2017) ; (Chattopadhyay et Duflo, 2004)]. Certains pays comme l'Afrique du Sud, le Rwanda, l'Argentine, le Nicaragua et la Bolivie ont enregistré des progrès énormes en termes de participation politique des femmes, tandis que d'autres pays comme l'Arabie-Saoudite², le Koweït, l'Iran, le Qatar et le Burkina Faso enregistrent une très faible représentation politique des femmes (Nations Unies 2015). Plusieurs facteurs peuvent expliquer la faible autonomisation politique des femmes. En effet, des arguments culturels et idéologiques qui s'opposent aux droits des femmes à participer à la vie politique peuvent être sources de blocage pour les femmes en terme d'autonomisation politique (Chafetz et al, 1986). Aussi, participer à la vie politique requiert plusieurs éléments dont les plus importants sont les ressources économiques, l'éducation et les compétences (Paxton et al, 2007). Pourtant, les femmes bénéficient de moins de ressources financières, sont sous éduquées et ont très peu d'expériences pour participer à la vie politique (Ochman et Ortega-Díaz, 2020). Selon l' UNESCO (2022), les femmes représentaient 83% de l'ensemble des adultes analphabètes dans le monde en 2020 et cette situation s'est plus accentuée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Sachant que l'éducation est une condition sine qua none pour avoir

¹ Des améliorations en termes de scolarisation des filles, de réduction des mariages précoces, de renforcement des lois contre les inégalités des sexes et positionnement des femmes dans les parlements sont enregistrés dans certains pays.

² Les femmes ont obtenu le droit de voter en Arabie-Saoudite en 2011 et au Koweït en 2005, de ce fait dans tous les pays du monde où le vote est pratiqué, hommes et femmes peuvent voter à l'exception du Vatican où l'accès au collège électoral (Conclave) est réservé aux prêtres et comme l'église catholique romaine n'ordonne pas de femmes, elles sont de facto privées du droit de vote.

part au marché de l'emploi et même à certains postes de décision, cela pourrait expliquer la faible participation des femmes au pouvoir décisionnel. Cependant, dans le monde les femmes constituent la moitié de la population mondiale mais ne représentent qu'un quart des membres des parlements nationaux dans le monde (Awoa et al, 2022) . Dans un pays en développement comme le Pakistan, seulement 24 % des femmes (15 ans et plus) participent à la population active, et elles sont confrontées à plusieurs défis tels qu'une mobilité limitée, un accès insuffisant à l'éducation et aux ressources, et une participation limitée à la prise de décision au niveau national (Baig et al. 2018). Aussi, selon l'indice d'autonomisation politique de la base V-Dem en 2022, la performance en termes d'autonomisation politique des femmes des pays d'Afrique subsaharienne est comprise entre 0,553 et 0,724. Cependant, ceux d'Amérique latine et des Caraïbes ont une performance supérieure à 0,819 sachant que plus l'indice est proche de 1 plus les femmes sont autonomes sur le plan politique.

La littérature à l'état actuel révèle que parmi les facteurs pouvant expliquer l'autonomisation politique des femmes, les flux des transferts de fonds des migrants n'ont pas été pris en compte. Pourtant, ils peuvent être une ressources alternatives pour financer les stratégies pour atteindre l'objectif l'égalité des sexes fixé par les ODD selon Sambo (2016). De plus, les transferts de fonds des migrants à destination des pays en développement ne font qu'augmenter et leurs effets sur l'économie est plus visible et plus stable que les investissement directs étrangers et les Aides Publiques au Développement (Andersson et Siegel, 2020). En effet, la banque mondiale a enregistré en 2021 plus de 133 milliards de dollars à destination de la région Asie de l'est-Pacifique, 74 milliards vers l'Europe -Asie centrale et plus de 18,2 milliards de dollars reçu par l'Ukraine toute seule. Les pays comme le Tadjikistan et la république Kirghize reçoivent respectivement à peu près 34% et 33% des TFM dans leur PIB. Les TFM à destination de l'ASS ont atteint 49 milliards de dollars en 2021 et ceux vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) s'élevait à 61 milliards de dollars.

Les transferts de fonds des migrants permettent d'accroître le niveau de revenu tout en augmentant le pouvoir économique des récepteurs [(Adams Jr et Cuecuecha, 2013) ; (Buckley et Hofmann, 2012) ; (Barajas et al, 2009) ; (Fambeu, 2021)]. Théoriquement, il est établi que l'autonomisation politique des femmes passe par une autonomisation économique préalable. Cette approche repose sur l'idée que l'accroissement du revenu, la participation au marché du travail et l'accès aux ressources financières permettent d'accumuler le capital humain et social (Paxton et al, 2007). Ce processus quant à lui, permet de faciliter l'entrée des femmes dans la sphère politique. Cependant, il existe des contraintes socio-institutionnelles (normes

patriarcales, écarts persistants d'éducation et de revenu...) qui freinent le passage du pouvoir économique au pouvoir politique (Burns et Verba,2002). D'autre part, la participation au marché du travail ne garantit pas toujours un contrôle effectif des ressources disposées par les femmes (Blumberg 1984). La littérature reste encore ambiguë sur le pouvoir que confèrent les transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes. D'un coté ces fonds représentent un moteur de développement permettant aux femmes de créer des activités économiques et d'un autre, ils sont consacrés majoritairement à la consommation de biens primaires. Leur impact dépend du niveau de richesse initial des ménages. La relation entre transferts de fonds et autonomisation politique des femmes dépend donc de certaines conditions sociales et institutionnelles à prendre en compte dans nos recherches.

Face à cette controverse, nous nous posons la question de savoir : quels sont les effets des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes dans les PED ? Cet article vient expliquer l'autonomisation politique des femmes par des facteurs économiques et socio-institutionnels non pris en compte dans la littérature existante. Le reste de l'article s'articule comme suit : la section 1 présente la revue de littérature ; la section 2 décrit le volet méthodologique enfin la dernière section aborde la discussion des résultats empiriques et la conclusion ainsi que les implications de politiques économiques.

1. Revue de la littérature

1.1. Fondement théorique

Le fondement théorique sur lequel s'appuie cette étude pour montrer le lien entre les transferts de fonds des migrants et l'autonomisation politique des femmes est la théorie de la stratification du genre de Blumberg (1984) avec un apport de la théorie du pouvoir des ressources. Aussi, l'approche féministe permet de comprendre l'autonomisation des femmes par leur capacité à acquérir un niveau de pouvoir politique. Selon elle, les femmes n'accèdent pas à certains postes de décision car leur genre les privent de certaines ressources qui confèrent le pouvoir (Deutchman, 1991).

En effet, le manque de ressources financières est une des causes majeures qui limite l'accès des femmes à la politique (Bari, 2005). La théorie de la stratification du genre vient expliquer les différences de pouvoirs et de privilèges mais aussi comment le pouvoir financier engendre des privilèges sur le plan des prises de décisions. En d'autres termes, cette théorie se résume par l'expression : " celui qui a l'or établit les règles" car de plus en plus, les ressources financières sont importantes pour participer à la politique. La principale variable expliquant les inégalités de genre sur le plan politique dans cette théorie est le pouvoir économique relatif des femmes.

Ce pouvoir peut être défini comme le contrôle relatif des moyens de production et l'allocation de surplus. Tandis que dans certaines sociétés la position des femmes dans la structure sociale est en pleine mutation, d'autres se contentent de ne lui accorder que les tâches secondaires. Même dans les sociétés matrilineaires, les femmes ne gèrent que les ressources économiques et surtout le travail agricole. En revanche les chefs sont toujours des hommes qui contrôlent la sphère politique et militaire formelle.

Mais de plus en plus, le contrôle du secteur économique par les femmes devient une force au point où elles commencent à avoir un droit de veto sur le système politique et militaire dans certaines sociétés (Brown, 1970). De ce fait, le pouvoir économique permet aux femmes d'avoir accès à des revenus et d'autres ressources économiques telles que la terre et l'accès au crédit (Blumberg, 1984). Cela entraîne une revalorisation de la position des femmes par rapport aux hommes dans la société. Également, le fait pour les femmes d'avoir le pouvoir économique, développe leur capacité à entreprendre et à créer plus de richesse (Radović-Marković, 2015). Cependant, il reste encore beaucoup à faire concernant l'autonomisation politique des femmes compte tenu de certaines normes sociales créent encore des résistances.

1.2. Lien empirique entre les transferts de fonds et des migrants et l'autonomisation politique des femmes

L'évaluation de l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation dans la littérature se fait par différents canaux de transmissions. Trois principaux canaux font l'objet de cette analyse : (i) l'éducation, (ii) le développement financier et (iii) les institutions.

1.2.1. Canal de l'éducation

Les transferts de fonds des migrants peuvent influencer l'autonomisation des femmes par le canal de l'éducation. En effet, plus les femmes sont éduquées, plus elles ont la capacité d'être autonome sur le plan social, économique et politique. Dans ce sens, les transferts de fonds en améliorent le revenu des ménages qui les reçoivent et par la suite permettent de réduire les contraintes budgétaires. L'amélioration du niveau de revenu des ménages peut favoriser la scolarisation des filles qui sont souvent victimes de décrochage scolaire comparativement aux garçons. La littérature fait état de nombreuses études qui montrent que les transferts de fonds peuvent affecter l'éducation des filles. L'étude de Fambeu (2021) au Cameroun montre que les transferts de fonds ont relevé le niveau de scolarisation des filles même si les garçons en bénéficient toujours plus. Et ces transferts agissent plus sur l'éducation des filles au niveau supérieur. Ce résultat va dans le même sens que celui de Mansour et al (2011) qui trouvent que les transferts de fonds des migrants permettent d'alléger les contraintes budgétaires et favoriser

l'éducation. Sachant que l'accumulation d'éducation favorise une autonomisation des femmes, il convient de dire que les transferts de fonds par le canal de l'éducation peuvent affecter l'autonomisation des femmes.

1.2.2. Canal du développement financier

Les transferts de fonds des migrants peuvent influencer l'autonomisation des femmes par le canal du développement financier. En effet, par le développement financier, il s'en suit une amélioration de l'inclusion financière des femmes pouvant aboutir à l'autonomisation économique et social des femmes et par la suite à leur autonomisation politique. La littérature analysant le lien entre les transferts de fonds des migrants et le développement financier est très vaste et la plupart des études convergent vers une relation positive entre ces deux concepts. Fromentin (2017) a montré que les transferts de fonds améliorent le développement financier à long- terme dans les pays en développement. Aussi, Aggarwal et al, (2011) , Gupta et al (2009) ainsi que Coulibaly (2015) confirment l'effet positif des transferts de fonds sur le développement financier . Cette relation positive s'explique par le fait que les transferts de fonds jouent sur les dépôt et les crédits (Demirgüç-Kunt et al, 2011). Puis sur la croissance économique à long-terme à travers l'accumulation du niveau de capital (Mundaca 2009). L'accumulation de capital contribue énormément à l'amélioration du secteur financier. De plus, les transferts de fonds permettent de multiplier les dépôts bancaires et l'épargne. Burgess et Pande (2005) montrent qu'à travers l'accumulation de l'épargne, on obtient un accroissement des crédits accordés au secteur privé et par ricochet une amélioration de l'investissement à long terme. Par conséquent, le niveau de crédit accordé aux femmes peut augmenter afin de réduire leur niveau de pauvreté et améliorer leur niveau d'autonomisation. De ce fait, le développement financier peut influencer l'autonomisation des femmes à travers l'inclusion financière des femmes et le financement de leurs projets par le canal des systèmes financiers formels tel les microfinances (Assairh et al., 2020).

1.2.3. Canal des institutions

La littérature existante sur le lien entre les transferts de fonds des migrants et les institutions est abondante. Mais ce que nous montrons dans cette partie est que lorsque le lien entre les transferts de fonds des migrants et les variables institutionnelles est positif, cela peut améliorer l'accès des femmes à des postes de décisions d'où leur autonomisation politique. Une étude de Tyburski (2012) montre que les pays qui reçoivent beaucoup de transferts de fonds des migrants sont les pays les moins corrompus et leurs institutions démocratiques sont de qualité. Aussi, Kevin Williams (2017) montre que les transferts de fonds des migrants améliorent la qualité

des institutions démocratiques dans les pays d'Afrique Subsaharienne. En ce sens, les pays ayant une bonne qualité des institutions auront des femmes capables d'avoir une place active dans la société tant économiquement, socialement que politiquement.

2. Données et méthodologie

2.1. Données

L'échantillon de cette étude est composé de 134 pays en développement. La période de l'étude sera de 1996 à 2020 en raison de la disponibilité des données pour certaines régions. Les données sont essentiellement tirées des bases WDI de la banque mondiale, V-Dem, la WGI ainsi que les données socio-culturels de Alesina et al (2003). La variable dépendante "Autonomisation politique des femmes" est captée par l'indice d'autonomisation politique des femmes (WPEI) de la base V-Dem. Le choix de cet indicateur est justifié par le fait qu'il fournit un aperçu global sur l'autonomisation politique des femmes. Plus la valeur de l'indice est proche de 1, plus on tend vers une meilleur performance de l'autonomisation des femmes (Sundström et al, 2017). Aussi, cet indice comprend-t-il trois (3) sous-dimensions que sont : les libertés civiles, la participation à la société civile et la participation politique des femmes. Pour ce qui est de la variable d'intérêt Transferts de fonds des migrants, elle est mesurée par les envois de fonds personnels reçus en pourcentage du PIB. Ensuite, comme variables de contrôle, nous avons : les ressources naturelles, la population, l'ouverture commerciale, l'accès à internet, la fractionnalisation ethnique, la religion, le contrôle de la corruption et le PIB. Conformément à la littérature et aux fondements théoriques énoncés plus haut, on s'attend à un effet positif des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes. Ce signe corrobore avec l'étude de Sambo (2016) qui trouvent que les transferts de fonds permettent de réduire les inégalités de sexes et accroître l'autonomisation des femmes. Pour ce qui est des signes des variables de contrôles, ils sont tous justifiés par la littérature existante et seront discutés plus bas.

2.2. Méthodologie

Afin d'analyser l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes dans les pays en développement, la spécification du modèle est la suivante :

$$APF_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 APF_{i,t-1} + \alpha_2 \text{Transfertsdefonds}_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Où i représente le pays et t le temps. $APF_{i,t}$ est la variable qui capte l'autonomisation (politique) des femmes et $APF_{i,t-1}$ est la variable retardée d'une période de l'autonomisation politique des femmes. En effet, la variable dépendante retardée est utilisée comme instrument dans ce modèle afin de corriger le biais d'endogénéité induit par la présence d'un terme dynamique.

Conformément à l'approche d'Arellano et Bond (1991), les retards en niveau de la variable dépendante sont supposés corrélés avec la variable explicative endogène mais orthogonaux au terme d'erreur, ce qui garantit la validité des conditions de moment. Pour que ce choix soit valide, il faut que :

- Test AR (1) : soit significatif
- Test AR (2) : soit non significatif
- Test de Hansen/Sargan : Instruments valides

$$\begin{aligned} APF_{i,t} = & \alpha_0 + \alpha_1 APF_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 RessNat_{i,t} + \alpha_4 Population_{i,t} \\ & + \alpha_5 OuvCom_{i,t} + \alpha_6 Internet_{i,t} + \alpha_7 FractEthn_{i,t} + \alpha_8 Relig_{i,t} \\ & + \alpha_9 Corr_{i,t} + \alpha_{10} PIB_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad (2)$$

La variable *Transfertdefonds* représente les transferts de fonds des migrants reçus en pourcentage du PIB. Pour ce qui est de la variable $X_{i,t}$, elle représente la matrice de l'ensemble des variables de contrôle du modèle à savoir : les ressources naturelles, la population, l'ouverture commerciale, Internet, la fractionnalisation ethnique, la religion, le contrôle de la corruption et le PIB. Aussi, μ_i et γ_t captent respectivement les potentiels effets spécifiques pays et temps. Et enfin, $\varepsilon_{i,t}$ qui représente les termes d'erreurs. L'équation précédente prend alors la forme suivante :

Selon la littérature, il peut exister une relation de causalité inverse entre les transferts de fonds et l'autonomisation politique des femmes ce qui pourrait créer un biais d'endogénéité du modèle. Cela s'explique par le fait que l'autonomisation politique des femmes peut entraîner des migrations de celles-ci pour assumer des postes de responsabilité à l'international. De ce fait, si ces femmes ont des liens familiaux, ou même des ambitions personnelles dans leurs pays, elles vont y transférer de l'argent et accroître le flux de transferts de fonds dans ces pays (Ryan, 2004). Et inversement, les transferts de fonds peuvent affecter l'autonomisation des femmes par le canal du capital humain, du développement financier et même des institutions [(Bouoiyour et Miftah, 2016); (Adams Jr, 2011); (Fromentin, 2017)]. Aussi, l'endogénéité peut venir d'un biais de variables omises ou d'erreur de mesures sur les variables explicatives. Pour y remédier, nous utilisons la méthode des GMM en système en deux étapes développée par Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) qui sera présentée dans la suite. Les GMM en système sont plus efficaces pour atténuer le problème d'instrument faible en utilisant des conditions de moment supplémentaires (Farhadi et al, 2015). Aussi, un inconvénient bien connu de la procédure des GMM en système est qu'ils présentent une prolifération du nombre

d'instruments. Ce problème d'instruments peut sur-ajuster les variables endogènes et ne pas effacer leurs composants endogènes. De plus, ce problème affaiblit le test Hansen J pour détecter l'invalidité des instruments du système GMM.

Cet estimateur considère qu'il n'y a pas de corrélation contemporaine entre les termes d'erreurs transversaux, de sorte que des variables fictives de période sont utilisées pour la contrôler. Alors, pour réduire les problèmes induits par la prolifération des instruments, il convient que comme règle empirique minimalement arbitraire, le nombre d'instruments devrait être inférieur au nombre de pays : le ratio pays-instrument devrait être supérieur à 1. Un trop grand nombre d'instruments par rapport au nombre de pays dans les GMM en système peut conduire à un surajustement des variables endogènes et affaiblir le test de suridentification des restrictions.

3. Résultats empiriques

3.1. Principaux résultats

Le tableau 1 présente les résultats empiriques principaux, le tableau 2 quant à lui présente la robustesse par les sous-régions. Le tableau 3 présente la robustesse avec les sous-dimensions de l'autonomisation politique des femmes. Les tableaux 4 et 5 présentent respectivement les résultats par les canaux de transmissions en deux étapes. Pour ce qui est de l'analyse des principaux résultats, on obtient que l'autonomisation politique des femmes s'améliore au fur et à mesure que les transferts de fonds augmentent dans les PED. L'effet positif et significatif obtenu confirme l'hypothèse du 'ressource modèle' développé par Burns et al (2001). En effet, les transferts de fonds constituent un revenu exogène non salarial qui augmente la dotation budgétaire des ménages ou individus récipiendaires. Pourtant, dans de nombreux PED, ce sont les femmes qui administrent ces flux en tant que cheffes de ménage. Cette gestion directe accroît leur pouvoir et leur autonomie décisionnelle qui constitue un premier pas vers l'engagement politique (Kabeer,1999). Ce résultat valide également la chaîne causale de Paxton et al (2007) qui montre que les transferts de fonds confèrent un pouvoir économique qui améliorent le pouvoir politique des femmes.

Aussi, considérant les différentes sous-régions des PED (Voir tableau 2), la méthode des MCO a été utilisée compte tenu du nombre restreint de pays et d'observations pour réaliser les GMM. Il en ressort que les transferts de fonds des migrants ont un effet significatif et positif sur l'autonomisation politique des femmes pour 5 régions sur les 6 considérées. Seule la région d'Europe de l'est et Asie centrale n'a pas un résultat significatif. Cela montre la pertinence des effets des transferts de fonds des migrants sur l'APF dans les PED quelle que soit la sous-région considérée. Le choix de cette robustesse se justifie par Ratha (2013) ainsi que Adams et

Cuecuecha (2010) qui montrent que l'impact économique des transferts de fonds varie fortement selon le contexte institutionnel, la dépendance à ces flux et la structure du marché du travail. Un résultat agrégé peut donc masquer des effets nuls ou inverses dans certaines zones. La robustesse par les sous-dimensions vient tester l'hétérogénéité conceptuelle. En effet, l'autonomisation politique des femmes est un concept multidimensionnel et un effet agrégé pourrait venir d'une seule dimension facile à influencer. Cela peut s'interpréter par le modèle du capital de Bourdieu (1986) appliqué à la politique : les transferts de fonds augmentent simultanément le capital économique, le capital culturel par le financement de l'éducation des filles et le capital social par l'insertion dans les réseaux de diaspora.

En ce qui concerne les signes anticipés des variables de contrôle, la majorité des signes sont conformes avec ceux prédits par la littérature. Seules les variables accès à internet et PIB n'ont pas d'influence significative sur l'autonomisation politique dans les PED. Aussi, la religion et le contrôle de la corruption donnent un signe contraire aux prédictions.

Pour ce qui est du lien entre les résultats obtenus dans l'ensemble comparativement à la littérature existante, ils sont conformes aux études concernant les autres volets de l'autonomisation des femmes à savoir le volet économique et social. Pour Sambo (2016), les transferts de fonds des migrants sont des ressources alternatives permettant de financer des stratégies afin d'atteindre l'objectif d'autonomisation des femmes. Mais cette relation entre transferts de fonds des migrants et autonomisation politique des femmes peut passer par différents canaux présentés dans les tableaux 4 et 5. En effet, ces fonds permettent d'investir dans la scolarisation des enfants, l'amélioration de la santé mais aussi ils améliorent le pouvoir démocratique. Dans le cas des PED, nous observons une hausse du niveau des transferts de fonds des migrants et de plus en plus l'augmentation du taux de scolarisation des filles. Fambeu (2021) confirme dans son étude au Cameroun que les transferts de fonds des migrants ont rehaussé le niveau de scolarisation des filles. L'éducation étant la porte d'entrée essentiel sur le marché de l'emploi, elle constitue alors un canal par lequel les femmes peuvent atteindre l'émancipation politique. Aussi, la participation des femmes au marché de l'emploi conduisant à leur autonomisation économique peut permettre aux femmes d'avoir la capacité de participer à des élections, de militer à des postes décisionnels. la participation politique des femmes peut être influencée par trois éléments essentiels à savoir : la décision personnelle, les ressources et les opportunités de se présenter à des postes politiques (Matland, 2005). Par rapport aux coûts des élections dus aux campagnes et aussi face aux ressources financières et aux capacités limitées des femmes dans certains PED, on assiste à une plus forte participation des hommes

par rapport aux femmes sur le plan politique. Cela s'explique par le fait les sociétés sont plus patriarcales et le pouvoir décisionnel revient d'emblée aux hommes. Pour pallier cela, l'intervention de flux financiers à l'instar des TFM peut contribuer de manière significative à l'augmentation du nombre de candidates potentielles aspirant à des postes politiques. Ce renforcement de ressources financières concourt à une plus grande autonomisation politique des femmes.

**Tableau 1 : Transferts de fonds des migrants et autonomisation politique des femmes,
 Principaux résultats**

	GMM
VARIABLES	APF
L.APF	0.8979*** (0.0209)
Tranferts de fonds	0.1285*** (0.0358)
RessNat	-0.1146*** (0.0443)
Population	-0.0058*** (0.0020)
Ouverture commerciale	0.0004 (0.0037)
Internet	-0.0000 (0.0000)
Fractionnalisation ethnique	-0.0455*** (0.0126)
Religion	0.0264* (0.0158)
Contrôle de la corruption	-0.0028 (0.0022)
PIB	-0.0018 (0.0021)
Constant	0.1923*** (0.0509)
Observations	2,248
Nombre de pays /Instruments	119/58
Ar1 (p)	0.000
Ar2 (p)	0.945
Hansen (p)	0.797

Notes : ***, **, * représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

Tableau 2 : Transferts de fonds des migrants et autonomisation politique des femmes, Principaux résultats

VARIABLES	MCO					
	SSA	EAC	MENA	AS	AEP	ALC
	APF	APF	APF	APF	APF	APF
Tranferts de fonds	0.2087** (0.0870)	0.0463 (0.0756)	-0.6793*** (0.1433)	0.6965*** (0.0826)	1.7853*** (0.1823)	0.3124*** (0.0873)
RessNat	-0.1252 (0.1933)	1.0111*** (0.2507)	0.5015 (0.5523)	0.9066 (1.2069)	0.2627** (0.1070)	-0.0604 (0.0726)
Population	0.0088** (0.0038)	0.0235*** (0.0039)	-0.0388*** (0.0138)	0.0072 (0.0044)	0.0058* (0.0030)	-0.0121*** (0.0025)
Ouverture commerciale	0.0043 (0.0119)	0.0840*** (0.0156)	0.1411*** (0.0330)	0.0788** (0.0346)	-0.0240* (0.0143)	0.0081 (0.0167)
Internet	0.0018*** (0.0003)	-0.0005* (0.0003)	0.0022*** (0.0003)	0.0005 (0.0006)	-0.0017*** (0.0004)	-0.0002 (0.0002)
Fractionnalisation ethnique	0.0305 (0.0207)	-0.1328*** (0.0274)	-0.1360*** (0.0382)	-0.1209*** (0.0189)	-0.1775*** (0.0337)	0.1024*** (0.0168)
Religion	0.1237*** (0.0158)	0.4839*** (0.0331)	-0.1268** (0.0498)	-0.0375 (0.0892)	-0.2605*** (0.0230)	-0.0284* (0.0171)
Contrôle de la corruption	0.1158*** (0.0072)	0.1346*** (0.0108)	-0.0231 (0.0223)	0.0561*** (0.0093)	0.1646*** (0.0137)	0.0749*** (0.0062)
PIB	-0.0107** (0.0053)	0.0148 (0.0114)	-0.2399*** (0.0210)	0.0243 (0.0190)	0.1137*** (0.0150)	0.0887*** (0.0118)
Constant	0.5910*** (0.0783)	0.0951 (0.1090)	3.3765*** (0.3273)	0.3406*** (0.1160)	-0.1551 (0.1018)	0.1494 (0.1062)
Observations	855	365	211	134	243	426
R ²	0.3730	0.6996	0.6831	0.7895	0.8105	0.6526

Notes : ***, **, * représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%. Les estimations par les MCO pour montrer les effets des transferts de fonds des migrants par sous-région des PED. Les différentes sous-régions sont : SSA pour l'Afrique subsaharienne, EAC pour Europe de l'est et Asie centrale, MENA pour Moyen-Orient et Afrique du nord, AS pour Asie du sud, AEP pour Asie de l'est et Pacifique et ALC pour Amérique latine et Caraïbes.

Tableau 3 : Robustesse par les sous-dimensions de l'autonomisation politique des femmes

VARIABLES	Liberté civile	Participation société civile	Participation politique
Liberté civile	0.9713*** (0.0275)		
Participation société civile		0.9512*** (0.0151)	
Participation politique			0.8290*** (0.0210)
Tranfertsdefonds	0.0656** (0.0304)	0.1084*** (0.0394)	0.3085*** (0.1079)
RessNat	0.0130 (0.0231)	0.1116** (0.0445)	-0.0840 (0.1207)
Population	-0.0118*** (0.0022)	-0.0057** (0.0023)	0.0196*** (0.0053)
Ouverture commerciale	-0.0144*** (0.0020)	-0.0058 (0.0036)	0.0058 (0.0075)
Internet2	0.0045 (0.0038)	-0.0024 (0.0059)	0.0086 (0.0089)
Fractionnalisationethnique	-0.0059 (0.0214)	0.0081 (0.0103)	-0.0210 (0.0282)
Religion	-0.0122 (0.0124)	0.0056 (0.0200)	0.1183*** (0.0404)
Contrôledelacorruption	-0.0012*** (0.0004)	0.0134*** (0.0023)	0.0374*** (0.0074)
PIB	-0.0018 (0.0011)	-0.0018 (0.0027)	-0.0077 (0.0057)
Constant	0.2396*** (0.0520)	0.1411*** (0.0498)	-0.1526 (0.1172)
Observations	2,236	2,236	2,229
Nombres de pays/Instruments	118/76	118/58	118/48
Ar1(p)	0.000	0.000	0.000
Ar2(p)	0.198	0.554	0.318
Hansen (p)	0.397	0.407	0.961

Notes : ***, **, * représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

Les résultats de la robustesse par le changement de la variable dépendante avec ses sous-dimensions et en gardant la méthode des GMM en systèmes en deux étapes montrent que les signes n'ont pas changés. Cependant, l'analyse porte principalement sur la variable d'intérêt (transferts de fonds des migrants). Les transferts de fonds des migrants ont des effets significatifs et positifs sur toutes les sous-dimensions de l'autonomisation politique des femmes. Ce résultat vient conforter le fait que les TFM sont des déterminants de l'autonomisation politique des femmes dans les PED. Il est important de signifier que ce résultat prend en compte plusieurs aspects d'ordre : économiques, socio-culturels, environnementaux et démographiques.

3.2. Analyse des canaux de transition

L'analyse de la robustesse par les canaux de transmissions requière une nouvelle spécification du modèle pour identifier les mécanismes par lesquels les transferts de fonds affectent l'APF.

$$APF_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 APF_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \alpha_4 Z_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (3)$$

Nous nous appuyons sur les travaux de Bhattacharyya et Hodler (2014) ainsi que Carmignani et Avom (2010). Ces différentes études adoptent la même approche en deux étapes pour tester empiriquement les canaux de transmission. Premièrement, dans un modèle nous estimons l'effet des transferts de fonds sur l'autonomisation politique des femmes en incluant successivement l'éducation, le développement financier et les institutions. Nous prenons le modèle de base spécifié dans l'équation (1), dans laquelle nous introduisons successivement chaque canal de transmission :

Où $Z_{i,t}$ représente la matrice des canaux de transmission (Education, devfinancier et institution). Les autres paramètres gardent la même signification.

Deuxièmement, il s'agira d'estimer les effets des transferts de fonds des migrants sur les trois canaux de transmission que sont l'éducation, le développement financier et les institutions. La deuxième approche sera donc spécifiée comme suit :

$$Z_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 Z_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (4)$$

$$Education_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 Education_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (5)$$

De l'équation (4) découlera 3 autres équations :

Ensuite :

$$DevFinancier_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 DevFinancier_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (6)$$

Et enfin :

$$Institution_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 Institution_{i,t-1} + \alpha_2 Transfertsdefonds_{i,t} + \alpha_3 X_{i,t} + \mu_i + \gamma_t + \varepsilon_{i,t} \quad (7)$$

Les canaux de transmission sont valides si leurs coefficients sont statistiquement significatifs. Nous espérons une relation positive et significative entre les transferts de fonds et les différents canaux de transmission.

3.2.1. Interprétation des canaux de transmission

Les résultats de la première approche (Tableau 4) et la deuxième approche (Tableau 5) viennent valider les différents canaux de transmission. En effet, une augmentation des transferts de fonds

de 1% entraîne une augmentation du niveau d'éducation de 0,19%, le développement financier de 62,03% et améliore les institutions à 1,30% conformément aux résultats du tableau 5. De plus, lorsque l'éducation augmente d'1%, l'autonomisation des femmes augmente de 0,13 unité. Une augmentation du développement financier d'1% entraîne une amélioration de l'autonomisation politique des femmes de 0,01 unité. Et enfin une amélioration de la qualité des institutions d'une unité participe à une amélioration de l'autonomisation politique des femmes de 0,04 unité (selon le tableau 4). En définitive, nous trouvons que les transferts de fonds améliorent les différents canaux de transmission qui à leurs tours participent à l'amélioration de l'autonomisation politique des femmes dans les PED.

Tableau 4 : Première étape de la robustesse par les canaux de transmissions

VARIABLES	AFP	APF	APF
I.APF	0.3003*** (0.0313)	0.6441*** (0.0282)	0.1447*** (0.0362)
Tranferts de fonds	0.3574** (0.1692)	0.4493*** (0.0660)	0.5605*** (0.1871)
RessNat	0.0931*** (0.0291)	0.0278 (0.0286)	0.1083*** (0.0323)
Population	-0.0101 (0.0100)	0.0078*** (0.0021)	-0.0102 (0.0118)
Ouverture commerciale	0.0038 (0.0063)	-0.0082** (0.0034)	-0.0091* (0.0049)
Internet	0.0012*** (0.0005)	0.0002*** (0.0001)	0.0005*** (0.0002)
Fractionnalisation ethnique	0.0985 (0.0945)	0.2521*** (0.0384)	0.4625*** (0.1222)
Religion	-0.1323 (0.0826)	0.0199 (0.0402)	0.1795 (0.1370)
Corruption	-0.0024 (0.0057)	0.0157*** (0.0033)	-0.0515 (0.0352)
Txintérêt	0.0177** (0.0079)	0.0609*** (0.0033)	-0.0025 (0.0071)
PIB	0.0845*** (0.0227)	0.0109*** (0.0029)	-0.0171* (0.0104)
Edu	0.1396* (0.0772)		
Devfi		0.0123* (0.0074)	
Institution			0.0489* (0.0271)
Constant	-0.1555 (0.2306)	0.5577*** (0.0504)	1.0495*** (0.2885)
Observations	696	1,466	1,642
Nombre de pays/Instruments	84 /44	95 / 85	95 / 46
Ar1 (p)	0.008	0.000	0.002
Ar2 (p)	0.413	0.469	0.593
Hansen (p)	0.337	0.655	0.138

Notes : ***, **, * représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

Tableau 5 : Deuxième étape de la robustesse par les canaux de transmissions

VARIABLES	Education	DevFinancier	Institution
L.Education	0.8978*** (0.0283)		
L.DevFinancier		0.9098*** (0.0353)	
L.Institution			0.4632*** (0.0091)
Tranferts de fonds	0.1918*** (0.0619)	62.0311** (28.6696)	1.3085*** (0.2342)
RessNat	-0.0243 (0.0282)	33.3924 (20.4593)	-0.5302** (0.2551)
Population	0.0091*** (0.0018)	-1.6307* (0.9054)	0.1156*** (0.0140)
Ouverture commerciale	-0.0122*** (0.0028)	-4.9036*** (1.8730)	0.1237*** (0.0254)
Internet	0.0005*** (0.0001)	0.0232 (0.0283)	-0.0001 (0.0004)
Fractionnalisation ethnique	0.0219 (0.0263)	22.4203*** (7.8991)	-0.0013 (0.1448)
Religion	0.0759*** (0.0181)	-12.8329 (12.2318)	0.3254* (0.1769)
Corruption	-0.0025 (0.0034)		0.4837*** (0.0039)
Txintérêt	0.0377*** (0.0072)	11.0653*** (3.2093)	0.2746*** (0.0029)
PIB	-0.0037 (0.0052)	3.6134** (1.5294)	0.0568*** (0.0185)
Constant	-0.0794 (0.0589)	-7.9344 (25.2018)	-2.6302*** (0.3391)
Observations	580	1,622	1,492
Nombre de pays/ Instruments	77 / 64	97 / 42	95 / 69
Ar 1 (p)	0.004	0.004	0.000
Ar2 (p)	0.298	0.242	0.450
Hansen (p)	0.371	0.252	0.310

Notes : ***, **, * représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

4. Conclusion

Cette étude a analysé les effets des transferts de fonds des migrants sur l'autonomisation politique des femmes dans 134 PED de 1996 à 2020 en utilisant la méthode des GMM en système en deux étapes. Les résultats ont montré que l'autonomisation politique des femmes s'améliore lorsque les transferts de fonds des migrants augmentent dans les PED. Aussi, considérant 6 différentes sous-régions dans les PED, les transferts de fonds ont un effet significatif et positif sur l'autonomisation politique des femmes pour 5 régions sur 6. Ces résultats montrent que les transferts de fonds des migrants sont pertinents pour améliorer l'autonomisation politique des femmes dans les PED. Cependant, les différentes sous-dimensions et les canaux de transmissions ont testé la robustesse des résultats et confirment les principaux résultats empiriques de l'étude.

De ce qui suit, plusieurs implications politiques peuvent en ressortir. Premièrement, les résultats ont une grande importance pour la réalisation de l'ODD 5 des nations unies qui est axée sur l'autonomisation des femmes sur tous les plans. Par conséquent, les autorités devraient mettre en place des politiques pour faciliter l'entrée des flux de transferts de fonds afin d'améliorer le développement financier et par ricochet l'accès des femmes aux services financiers pour leur permettre d'améliorer leur pouvoir économique.

Deuxièmement, il convient aux décideurs de créer un environnement sain avec de bonnes institutions afin d'encourager les migrants à plus investir dans leurs pays d'origine. Cela permettra d'améliorer certaines infrastructures éducatives pour permettre aux femmes d'acquérir des connaissances pour accéder à des postes de décisions.

Troisièmement, les résultats de cette étude incitent à prendre davantage de mesures permettant d'abolir l'accès limité aux femmes aux postes de décisions tout en brisant les barrières et normes culturelles. De ce fait, cette étude laisse place à d'autres champs de recherches notamment en ce qui concerne l'examen d'autres canaux de transmissions par lesquels l'autonomisation politique des femmes peut s'améliorer en vue d'aboutir à la pleine réalisation de l'ODD 5.

BIBLIOGRAPHIE

Adams Jr, Richard H. 2011. « Evaluating the economic impact of international remittances on developing countries using household surveys: A literature review ». *Journal of Development Studies* 47 (6): 809-28.

Adams Jr, Richard H., et Alfredo Cuecuecha. 2013. « The impact of remittances on investment and poverty in Ghana ». *World Development* 50: 24-40.

Aggarwal, Reena, Asli Demirgüç-Kunt, et Maria Soledad Martínez Pería. 2011. « Do remittances promote financial development? » *Journal of development economics* 96 (2): 255-64.

Alesina, Alberto, Arnaud Devleeschauwer, William Easterly, Sergio Kurlat, et Romain Wacziarg. 2003. « Fractionalization ». *Journal of Economic growth* 8: 155-94.

Andersson, Lisa, et Melissa Siegel. 2020. « The impact of migration on development in developing countries: A review of the empirical literature ». *Regional Integration and Migration Governance in the Global South*, 131-50.

Arellano, Manuel, et Olympia Bover. 1995. « Another look at the instrumental variable estimation of error-components models ». *Journal of econometrics* 68 (1): 29-51.

ASSAIRH, Loubna, Mohammed KAICER, et Mounir JERRY. 2020. « La microfinance et l'empowerment des femmes: Revue de la littérature ». *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit* 4 (2).

Awoa, Paul Awoa, Henri Atangana Ondo, et Henri Ngoa Tabi. 2022. « Women's political empowerment and natural resource curse in developing countries ». *Resources Policy* 75: 102442.

Baig, Irfan Ahmad, Zarmina Batool, Asghar Ali, Sajjad Ahmad Baig, Muhammad Hashim, et Muhammad Zia-ur-Rehman. 2018. « Impact of women empowerment on rural development in Southern Punjab, Pakistan ». *Quality & Quantity* 52: 1861-72.

Banque Mondiale. 2022. « Objectif de Développement Durable : égalité des sexes ». *Développement durable*. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>.

Barajas, Adolfo, Ralph Chami, Connel Fullenkamp, Michael Gapen, et Peter J. Montiel. 2009. « Do workers' remittances promote economic growth? » *Available at SSRN 1442255*.

Bari, Farzana. 2005. « Women's political participation: Issues and Challenges ». *United Nations Division for the Advancement of Women Expert Group Meeting: Enhancing Participation of Women in Development through an Enabling Environment for Achieving Gender Equality and the Advancement of Women*. Bangkok 393.

Bhattacharyya, Sambit, et Roland Hodler. 2014. « Do natural resource revenues hinder financial development? The role of political institutions ». *World Development* 57: 101-13.

Blumberg, Rae Lesser. 1984. « A General Theory of Gender Stratification ». *Sociological Theory* 2: 23. <https://doi.org/10.2307/223343>.

Blundell, Richard, et Stephen Bond. 1998. « Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models ». *Journal of econometrics* 87 (1): 115-43.

Bouoiyour, Jamal, et Amal Miftah. 2016. « The impact of remittances on children's human capital accumulation: Evidence from Morocco ». *Journal of International Development* 28 (2): 266-80.

- Bourdieu. 1986. « Bourdieu: The forms of capital - Google Scholar ». https://scholar.google.com/scholar_lookup?title=The+forms+of+capital&author=P+Bourdieu&publication_year=1986&pages=241-58.
- Brown, Judith K. 1970. « Economic Organization and the Position of Women among the Iroquois ». *Ethnohistory*, 151-67.
- Buckley, Cynthia, et Erin Trough Hofmann. 2012. « Are remittances an effective mechanism for development? Evidence from Tajikistan, 1999–2007 ». *Journal of Development Studies* 48 (8): 1121-38.
- Burgess, Robin, et Rohini Pande. 2005. « Do rural banks matter? Evidence from the Indian social banking experiment ». *American Economic Review* 95 (3): 780-95.
- Carmignani, Fabrizio, et Desire Avom. 2010. « The social development effects of primary commodity export dependence ». *Ecological Economics* 70 (2): 317-30.
- Chafetz, Janet Saltzman, Anthony Gary Dworkin, et Stephanie Swanson. 1986. *Female revolt: Women's movements in world and historical perspective*.
- Chattopadhyay, Raghavendra, et Esther Duflo. 2004. « Women as policy makers: Evidence from a randomized policy experiment in India ». *Econometrica* 72 (5): 1409-43.
- Coulibaly, Dramane. 2015. « Remittances and financial development in Sub-Saharan African countries: A system approach ». *Economic Modelling* 45: 249-58.
- Dahlum, Sirianne, Carl Henrik Knutsen, et Valeriya Mechkova. 2022. « Women's political empowerment and economic growth ». *World Development* 156: 105822.
- Demirgüç-Kunt, Asli, Ernesto López Córdova, María Soledad Martínez Pería, et Christopher Woodruff. 2011. « Remittances and banking sector breadth and depth: Evidence from Mexico ». *Journal of Development Economics* 95 (2): 229-41.
- Deutchman, Iva Ellen. 1991. « The Politics of Empowerment ». *Women & Politics* 11 (2): 1-18. https://doi.org/10.1300/J014v11n02_01.
- Fambeu, Ariel H. 2021a. « Les transferts de fonds des migrants internationaux favorisent-ils l'éducation des filles au Cameroun? » *Monde en développement* 49 (02): 59-80.
- Fambeu, Ariel H. 2021b. « Les transferts de fonds des migrants internationaux favorisent-ils l'éducation des filles au Cameroun? » *Mondes en développement*, n° 2: 59-80.
- Farhadi, Mino, Md Rabiul Islam, et Solmaz Moslehi. 2015. « Economic freedom and productivity growth in resource-rich economies ». *World Development* 72: 109-26.
- Fromentin, Vincent. 2017. « The long-run and short-run impacts of remittances on financial development in developing countries ». *The Quarterly Review of Economics and Finance* 66: 192-201.
- Gerrity, Jessica C., Tracy Osborn, et Jeanette Morehouse Mendez. 2007. « Women and representation: A different view of the district? » *Politics & Gender* 3 (2): 179-200.
- Gupta, Sanjeev, Catherine A. Pattillo, et Smita Wagh. 2009. « Effect of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa ». *World development* 37 (1): 104-15.

Mansour, Wael, Jad Chaaban, et Julie Litchfield. 2011. « The Impact of Migrant Remittances on School Attendance and Education Attainment: Evidence from Jordan ». *International Migration Review* 45 (4): 812-51.

Matland, Richard E. 2005. « Enhancing women's political participation: legislative recruitment and electoral systems ». *Women in parliament: Beyond numbers* 2: 93-111.

Mundaca, B. Gabriela. 2009. « Remittances, financial market development, and economic growth: the case of Latin America and the Caribbean ». *Review of development economics* 13 (2): 288-303.

Nations Unies. 2015. « Célébrer la participation des femmes en politique ». AfriqueRenouveau. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%3%BBt-2015/c%3%A91%3%A9brer-la-participation-des-femmes-en-politique>.

Ochman, Marta, et Araceli Ortega-Díaz. 2020. « Advances in Women's Empowerment: An Overview ». In *Advances in Gender Research*, édité par Marta Ochman et Araceli Ortega-Díaz. Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S1529-212620200000029009>.

Paxton, Pamela, Sheri Kunovich, et Melanie M. Hughes. 2007. « Gender in Politics ». *Annual Review of Sociology* 33 (1): 263-84. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.33.040406.131651>.

Radović-Marković, Mirjana. 2015. « Female entrepreneurship in transition economies: an overview ». *Female Entrepreneurship in Transition Economies: Trends and Challenges*, 9-30.

Reshi, Irshad Ahmad, et T. Sudha. 2022. « Women Empowerment: A Literature Review ». *International Journal of Economic, Business, Accounting, Agriculture Management and Sharia Administration (IJEBA)* 2 (6): 1353-59.

Ryan, Louise. 2004. « Family Matters: (E)Migration, Familial Networks and Irish Women in Britain ». *The Sociological Review* 52 (3): 351-70. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.2004.00484.x>.

Sambo, Hamed. 2016a. *Do remittances impact gender equality? Evidence from Africa*. Centre d'Économie de l'Université de Paris Nord.

Sambo, Hamed. 2016b. *Do remittances impact gender equality? Evidence from Africa*. Centre d'Économie de l'Université de Paris Nord.

Sundström, Aksel, Pamela Paxton, Yi-Ting Wang, et Staffan I. Lindberg. 2017. « Women's Political Empowerment: A New Global Index, 1900–2012 ». *World Development* 94 (juin): 321-35. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.01.016>.

Tyburski, Michael D. 2012. « The resource curse reversed? Remittances and corruption in Mexico ». *International Studies Quarterly* 56 (2): 339-50.

UNESCO. 2022. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation – Rapport sur l'égalité des genres : Approfondir le débat sur les enfants et les jeunes encore laissés de côté*. UNESCO. <https://doi.org/10.54676/IJTX2481>.